

Face aux défis contemporains, la nécessité de rénover la FAR

Quelles trajectoires et transformations ont connu les systèmes de formation agricole et rurale ces dernières années ? À quelles tendances lourdes, structurelles ou conjoncturelles, font-ils face et comment ? Tour d'horizon des grandes dynamiques à l'œuvre et des défis à relever pour la FAR.

Au cours des vingt dernières années, le paysage de la Formation Agricole et Rurale (FAR) en Afrique subsaharienne est marqué par une remise en cause des dispositifs de formation mis en place au lendemain des indépendances. Dans la plupart des pays, des dynamiques de rénovation des offres de formation techniques et professionnelles émergent avec des initiatives plus structurées de rénovation des dispositifs de formation à des échelles différentes (nationale, provinciale, territoriale, locale), avec des niveaux d'avancement variables et des acquis à consolider et à capitaliser. Mais les challenges restent nombreux face aux défis contemporains et structurels de la FAR, qui remettent au goût du jour la nécessité de rénover les dispositifs en eux-mêmes.

Mutations actuelles de l'environnement socioéconomique, politique et écologique

La récente crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine ont remis en évidence la fragilité de nos modèles de production et de nos systèmes alimentaires et nutritionnels. L'impact

le plus visible en Afrique a été les perturbations observées au niveau des circuits d'importations de certains produits agricoles, avec la flambée des prix des denrées alimentaires de base (riz, maïs, blé, huile, soja, etc.) et des intrants agricoles. Selon FAOSTAT, le taux d'inflation des produits alimentaires en Afrique est passé d'une moyenne annuelle de 7,8 % en 2019 à 17,7 % en 2022. Cette situation, qui a davantage fragilisé les capacités de production locale et la sécurité alimentaire, a l'avantage d'avoir mis en évidence l'urgence et la nécessité de renforcer la résilience des systèmes de productions et leur capacité à répondre durablement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

D'autres tendances lourdes posent également de nombreux défis à la FAR, à savoir la forte urbanisation et la croissance démographique, l'exode rural et le vieillissement de la population agricole, l'évolution de la réglementation sur les normes et la qualité des produits, les changements climatiques et les perturbations occasionnées sur les calendriers agricoles, la baisse de la fertilité

des sols et des ressources en eau, l'essor des technologies de l'information et de la communication, etc.

Ces tendances soulèvent non seulement l'enjeu du renouvellement intergénérationnel de la main-d'œuvre agricole par la formation et l'insertion des jeunes, mais aussi le défi de produire plus et mieux, tout en préservant l'environnement, dans un contexte marqué par les incertitudes climatiques, économiques et le contexte insécuritaire. Relever ces défis nécessite de prime à bord une prise de conscience collective, mais surtout un véritable changement de paradigme dans les façons de produire et d'enseigner à produire. La transition des modèles de production actuels vers des modèles plus performants, à haute valeur économique, sociale et environnementale nécessite de la part de la paysannerie, non seulement des compétences techniques et pluridisciplinaires (agroécologie, normes et qualités, gestion, etc.), mais aussi des compétences méthodologiques pour analyser leur situation, prendre du recul, décider et mettre en œuvre les évolutions jugées nécessaires face aux enjeux techniques, sociaux, économiques et environnementaux auxquels elle est confrontée. L'insertion dans les chaînes de valeur exige également des compétences en matière de négociation dans un contexte d'arrangements contractuels avec les acteurs de l'aval et les prestataires de services.

Ces transitions exigent un changement de regard sur l'évaluation des performances des systèmes de production, qui n'est plus seulement d'ordre technico-économique, mais intègre aussi les aspects sociaux et de durabilité. Une évolution des valeurs, des mentalités, des attitudes et des savoir-être des agriculteurs est aussi essentielle puisque la prise en compte des enjeux de durabilité et de santé des consommateurs relève aussi d'une question d'éthique et de responsabilité.

La FAR est un des éléments d'accompagnement de ces transitions. La rénover s'avère donc une nécessité pour répondre aux évolu-



Un des enjeux majeurs pour la FAR est la question de la professionnalisation des formations : ici, des jeunes en formation sur le montage des engins de pêche conformes à la réglementation en vigueur au Cameroun.

tions de la demande sociale des agriculteurs, mais aussi à la demande économique et politique du secteur agricole.

Des défis structurels

Le développement et la transformation de la FAR en Afrique subsaharienne se heurtent à des contraintes structurelles et institutionnelles. Parmi celles-ci, la pluralité des acteurs et des échelles, où le manque de coordination observé dans certains pays amène parfois à des situations où chacun intervient de manière cloisonnée, dans certains cas auprès d'un même public et/ou sur un même territoire, avec des démarches et outils différents, sans synergie entre les actions mises en œuvre. Dans la même veine, la FAR est portée de manière atomisée au niveau institutionnel entre plusieurs ministères sectoriels sans système de coordination, ce qui ne permet pas de proposer une offre de formation agricole harmonieuse, cohérente et complémentaire. La conséquence est la fragmentation de l'offre par filière et autour des grandes fonctions de la chaîne de valeur (production, transformation, commercialisation), qui ne reflète plus forcément la réalité et la complexité du métier d'exploitant agricole dans des systèmes d'activités pluriels, diversifiés et souvent multi localisés intégrant de manière systémique toutes ces fonctions. Beaucoup de référentiels de formation sont élaborés, mais très peu sont mis en œuvre ou bien les flux sont très faibles, ce qui reflète, entre autres, la faible attractivité des offres de formation.

Cette dernière s'explique aussi par la faible reconnaissance sociale et professionnelle de certains parcours de formation, qui ne bénéficient pas d'un système de certification adapté ou d'un cadre national de certification avec des passerelles entre les sous-systèmes éducatifs de l'enseignement général, l'enseignement technique et la formation professionnelle.

Enfin, l'absence d'un dispositif opérationnel et efficace d'évaluation et de contrôle ne permet pas de garantir la qualité et la conformité des formations face à la diversité des modèles et des approches promus.

Des acquis à consolider et à capitaliser

La dynamique de rénovation des dispositifs FAR a été favorisée par l'essor de l'approche par compétence, comme nouveau cadre conceptuel et méthodologique de construction et de mise en œuvre de toutes les actions de formations. Les initiatives de rénovation observées à tous les niveaux (du post-primaire au supérieur) de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle agricole s'inscrivent dans cette approche, avec quelques variantes de langage et d'outils. La finalité reste la même, à savoir améliorer l'adéquation entre l'offre de formation et la demande des territoires et des secteurs économiques en vue d'une meilleure insertion socioprofessionnelle des diplômés.

Ce courant pédagogique a aussi influencé les démarches et outils de formation continue des agriculteurs, éleveurs et des pêcheurs en activité. Ceux-ci ont évolué: des approches transmissives, parfois construites à partir des "technologies dites modernes" développées par la recherche et des besoins identifiés par les spécialistes, vers des approches de plus en plus participatives impliquant les producteurs dans la construction de la demande et l'offre de formation centrée sur le développement des compétences.

Les résultats à ce jour sont diversement appréciés du fait entre autres de l'absence de dispositifs de suivi-évaluation efficaces (p. 31). L'approche par compétences questionne aussi les manières de construire, d'animer les séquences pédagogiques et d'évaluer les apprenants. La rénovation des dispositifs doit impliquer l'ensemble des acteurs de l'offre, notamment les équipes pédagogiques, ce qui n'est a priori pas le cas dans beaucoup de systèmes.

Il se dégage cependant des acquis importants à consolider et à capitaliser dans les dynamiques en cours, notamment le développement en Afrique d'une expertise en matière de rénovation des dispositifs de formation agricole et rurale; l'existence de référentiels de formation centrés sur les compétences dans les métiers de production, d'amont, d'aval et d'appui à la production; l'amélioration de la



La faible attractivité des formations agricoles pour les jeunes est un frein qu'il faut lever. Ici, un jeune formé, fier de sa formation et de l'appui à l'insertion qu'il a reçu, a implanté un panneau signalétique à l'entrée de son exploitation.

AFOP

gouvernance et l'animation des structures de formation avec l'instauration des projets d'établissement et un effort d'implication des professionnels et acteurs territoriaux dans la gouvernance et l'animation des dispositifs. Ces dynamiques de rénovation sont le plus souvent portées par des projets et programmes, intégrées aux stratégies nationales et politiques agricoles, et tributaires de financements extérieurs qui ont une durée limitée. Cela soulève la question cruciale de la pérennisation et de l'institutionnalisation des acquis en termes de consolidation, de perfectionnement, et de financement à travers des mécanismes pérennes. ■

Franck Martial Takamgang



Ingénieur Agronome, Ingénieur de la formation et des systèmes d'emplois, responsable de la composante institutionnalisation du dispositif national rénové de formation et d'insertion au sein du programme d'appui à la formation professionnelle agropastorale et halieutique (AFOP) au Cameroun.

LA FAR EST UN DES ÉLÉMENTS
D'ACCOMPAGNEMENT DES TRANSITIONS :
LA RÉNOVER S'AVÈRE DONC UNE NÉCESSITÉ